Daniel Davis : le nouveau blocus terrestre de Trump contre l'Iran est une dangereuse chimère

Le lieutenant-colonel Daniel Davis est un vétéran ayant participé à 4 campagnes de combat, lauréat du prix Ridenhour pour la vérité, et anime la chaîne YouTube Daniel Davis Deep Dive. Daniel Davis Deep Dive : https://www.youtube.com/@DanielDavisDeepDive/videos Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 La mentalité « 1992 » de l'Occident et l'évolution des rapports de force 03:59 Objectifs inatteignables, morale et ordre fondé sur des règles 09:38 Opération Iron Gate : peut-on fermer hermétiquement les frontières terrestres de l'Iran ? 13:12 Pourquoi Davis qualifie le blocus proposé de chimère 17:26 Démonstration de force, négociation ou retour vers la guerre ? 21:02 Deux issues possibles au conflit avec l'Iran 25:28 Pourquoi le détroit d' Ormuz change les enjeux 28:59 Russie et Ukraine : la même erreur de calcul stratégique 33:40 Réflexions finales sur la politique occidentale à l'égard de la Russie

#Glenn

Bon retour à tous. Nous recevons aujourd'hui le lieutenant-colonel Daniel Davis, vétéran de quatre campagnes de combat et animateur du très populaire podcast Daniel Davis Deep Dive. Merci d'être à nouveau avec nous dans cette émission.

#Daniel Davis

C'est toujours un plaisir d'être ici, Glenn. Merci de m'avoir invité.

#Glenn

J'ai souvent le sentiment que l'une des choses les plus dangereuses aujourd'hui, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe, c'est cette incapacité à s'adapter au monde tel qu'il est. Autrement dit, nous sommes entrés dans un nouvel ordre mondial. La répartition de la puissance à l'échelle internationale a changé. Mais les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, c'était tellement bien ! Avec cette concentration de la puissance en Occident, nous pouvions faire ce que nous voulions. Nous exercions une hégémonie collective. Nous avions une idéologie selon laquelle tout cela visait à

améliorer votre sort à tous, pour le bien de l'humanité tout entière. Et nous semblons souvent encore prisonniers de cette mentalité dans notre manière de gérer les relations internationales. Nous étions récemment ensemble à Istanbul, et il m'a semblé que vous abordiez un sujet lié à cela : le fait que les dirigeants militaires américains semblent être restés bloqués en mille neuf cent quatre-vingt-douze. J'ai trouvé cela vraiment fascinant. Je me demandais donc comment vous analysez la mentalité de bon nombre de nos responsables politiques, voire aussi de nos dirigeants militaires ?

#Daniel Davis

Oui, malheureusement, on le voit bien ici, même ces dernières vingt-quatre heures. Le président Trump, le secrétaire d'État Marco Rubio et le général à la retraite Jack Keane ont tous fait hier des déclarations qui montrent qu'ils se croient encore en mille neuf cent quatre-vingt-douze, dans un monde unipolaire où nous décidons de tout et où tous les autres doivent faire ce qu'on leur dit. Enfin, le président Trump tenait encore des propos du genre : « Oui, je suis en train de décider si nous allons reprendre la guerre contre l'Iran ou non. Mais au fond, je leur donne une chance, là, à condition qu'ils fassent ce qu'il faut et qu'ils acceptent toutes les conditions que je voudrai leur imposer. »

Sinon, ils n'auront plus qu'à y aller et les détruire. Mais c'est absurde, parce qu'on a bien démontré qu'on ne pouvait pas simplement y aller et les détruire. On a déjà essayé. Et pourtant, cette réalité ne semble toujours pas être entrée dans la tête du président Trump. Le secrétaire d'État tenait des propos similaires : « Bon, nous essayons de négocier, et ce serait formidable d'y parvenir. Mais nous reprendrons les opérations militaires si nécessaire. Pour l'instant, ils ont des exigences tout simplement extravagantes et ridicules. » Mais leurs exigences ne sont extravagantes et ridicules que s'ils n'ont pas les moyens de les imposer.

Et si vous avez la capacité de dire non, alors ces facteurs-là n'entrent pas en jeu. Ici, ils ont bel et bien cette capacité. Ce ne sont pas des spectateurs impuissants. Nous n'avons pas le pouvoir de les contraindre à faire ce que nous voulons. Une fois de plus, nous en avons fait la démonstration. Et là, vous avez Jack Keane qui dit : « Non, un accord serait une mauvaise chose. Ce serait terrible. Nous ne pouvons pas faire ça, parce que ce serait une défaite stratégique : ça les laisserait au pouvoir. Ils obtiendraient des réparations. Ils obtiendraient un allègement des sanctions dans le cadre de tout accord visant à rouvrir les détroits. Donc non, nous ne pouvons pas faire ça. Il faut y aller et finir le travail. »

Et encore une fois, on parle d'un général quatre étoiles. C'est une chose quand il s'agit du président Trump, qui n'a jamais servi dans l'armée et n'avait que très peu d'expérience à l'international, ou même de Marco Rubio, qui n'a jamais servi dans l'armée et qui, à part avoir siégé dans quelques commissions au Sénat, n'a pas vraiment d'expérience solide à l'international. On peut, dans une certaine mesure, leur accorder… pas un passe-droit, mais au moins faire preuve d'un peu de compréhension. Pas au général quatre étoiles. Lui, il est censé être l'expert de ces questions, savoir ce qui est possible ou non sur le plan militaire. Et pourtant, tous les trois tiennent les mêmes propos

absurdes. Et tout cela découle de cette conviction que nous avons le pouvoir de faire tout ce que nous voulons.

Peu importe les contraintes auxquelles les autres peuvent être soumis, les limites de leur pouvoir ou les conséquences de leurs actes. Non, ça, c'est seulement pour eux. Mais nous, on peut faire tout ce qu'on veut, et tout ira bien parce que, eh bien, on est américains, et puisqu'on dit que ça marchera, ça marchera. Voilà leur mentalité, et elle nous a déjà menés au désastre. Joe Biden a été le premier à pousser cette logique de façon flagrante au début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, en disant, vous savez : « Mon Dieu, cet homme doit partir », à propos de Vladimir Poutine. « Nous resterons aussi longtemps qu'il le faudra », et tout le reste. Et puis, nous avons entraîné avec enthousiasme toute l'alliance européenne dans une entreprise dont l'objectif était militairement impossible à atteindre. Et maintenant, Trump a poursuivi dans cette voie, principalement au Moyen-Orient plutôt qu'en Russie.

Il semble plus partagé sur le volet européen, mais pas sur le volet moyen-oriental. Hier soir encore, il pensait qu'on pouvait tout simplement le faire parce qu'on en avait envie. Trump comme Biden se sont trompés de manière catastrophique. Les dirigeants européens portent tout autant de responsabilité et sont tout aussi coupables, sur toute la ligne. Pendant ce temps, d'autres, dans les pays du Sud, comprennent très bien ce qui se passe. Il y a bien sûr la Chine et la Russie, mais aussi le Brésil et de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique du Sud. Tous comprennent ce qui se passe et voient bien que la puissance a ses limites, et qu'on n'est vraiment plus en mille neuf cent quatre-vingt-douze. Les seuls qui semblent encore vivre dans cette illusion sont à Washington, à Bruxelles, à Paris, à Londres et dans plusieurs autres capitales.

#Glenn

Le principe même d'une stratégie, c'est de fixer des objectifs réalisables avec les ressources qu'on peut mobiliser, tout en tenant compte de la réaction de ses adversaires. Or, on a l'impression qu'on a échoué sur tous ces plans. Nous n'avons pas fixé d'objectifs clairs. Nous avons manifestement surestimé les ressources que nous pouvons réellement mobiliser pour les atteindre. Et quant à nos adversaires, qu'il s'agisse de la Chine, de la Russie, de l'Iran ou de n'importe quel pays que nous voulons combattre, on dirait que nous les sous-estimons toujours. C'est assez frappant, cette arrogance, cette présomption vraiment étrange.

#Daniel Davis

L'absence de toute morale. Et nous ne disons pas qu'un gouvernement doit nécessairement avoir une dimension religieuse. Mais il faut des règles, et il faut une morale qui lui serve de fondement. Et dans cette même conversation avec le président Trump dont je parlais, hier, il se vantait en disant : « Eh bien, nous n'avons été en guerre contre le Venezuela que pendant quarante-huit minutes. » C' est ce qu'il a dit. Il se vantait, vous savez, en parlant de Pete Hegseth : « C'est lui qui a gagné cette guerre. » Et puis, autre signe du déclin de ses capacités intellectuelles, il a dit que nous avions

gagné, au passé, la guerre contre l'Iran. Il ne nous resterait plus qu'à trouver comment y mettre fin. Bon, c'est évidemment absurde. Mais il a raison de dire que nous avons mené une opération militaire de quarante-huit minutes qui a abouti à l'enlèvement du dirigeant d'un autre pays, en tuant un tas de gens au passage, ce qui viole toutes les règles du droit international qui existent.

Évidemment, une bonne partie de tout ça n'est plus que lettre morte aujourd'hui, y compris notre propre Constitution, notre loi de mille neuf cent soixante-treize sur les pouvoirs de guerre et nos lois ordinaires. Vous n'avez pas le pouvoir de vous mettre à assassiner des gens à bord de bateaux sous prétexte que vous les accusez de faire du trafic de drogue, ce qui, de toute façon, n'est pas passible de la peine de mort. Et pourtant, c'est exactement ce qu'on vient de faire. Le secrétaire Hegseth l'a fait. Le président Trump s'en vante. Donc, il n'y a aucune morale. Aucun respect de l'état de droit. On se contente de suivre le prétendu ordre fondé sur des règles, pas un ordre fondé sur le droit, parce que ça obligerait tout le monde à rendre des comptes devant la loi et à s'y soumettre. Ça, on n' en veut pas. On veut juste les règles qu'on fixe nous-mêmes, ce qui veut dire que je peux vous dire : je vais mettre votre pays à genoux parce que vous ne me plaisez pas.

Vous n'allez rien faire. On va voler votre pétrole et le vendre, et vous n'aurez pas intérêt à vous plaindre. Mais moi, je vais hurler au scandale si quelqu'un d'autre essaie de faire la même chose à quelqu'un que j'apprécie. C'est ça, l'ordre fondé sur des règles. Et c'est ce qu'on pouvait faire en mille neuf cent quatre-vingt-douze. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Mais comme vous l'avez très justement dit, nous ne nous fixons pas d'objectifs réalisables qui profiteraient à notre pays et qui reposeraient aussi sur la morale ou le droit. Et quand on se débarrasse de ces fondements, on aboutit au chaos, puis à l'échec. Et beaucoup de gens en meurent. Et je pense que cela va finir par détruire les fondements mêmes de la puissance que nous avions, en tant que monde occidental, jusqu'à présent.

#Glenn

Eh bien, ce n'est pas seulement un problème américain. Si vous regardez l'Allemagne aujourd'hui, vous avez le chancelier Merz. Il continue à tenir un discours moralisateur, et il est très en colère parce que son pays a été privé de ses approvisionnements en énergie du Moyen-Orient et que les prix augmentent. Lui, il n'y est pour rien. Tout est la faute des autres. Et, bien sûr, il aime aussi donner des leçons aux autres pays sur les droits humains. Mais, encore une fois, c'est le même homme qui a laissé faire, et même soutenu, un génocide à Gaza. Quand les Israéliens ont attaqué l' Iran, il a dit : « Oh, ils font le sale boulot pour nous. » Et quand les États-Unis ont attaqué, il a essayé de se positionner comme le principal interlocuteur de l'Europe à Washington. Autrement dit, il voulait être celui à qui Trump pourrait parler. Alors il affichait, vous voyez, un soutien sans réserve à ce que faisaient les Américains.

Je veux dire, bien sûr, l'Ukraine a ignoré la diplomatie et laissé mourir des centaines de milliers de jeunes hommes. Et elle continue à parler de ses valeurs sans aucun malaise. C'est tellement bizarre de voir ça. Mais tout le monde semble accepter que, oui, c'est, vous savez, en quelque sorte

raisonnable. Mais pour revenir au Moyen-Orient, parce que je voulais justement vous poser la question : après les élections de mi-mandat, Trump cherche maintenant un moyen de prendre cet avantage sur les Iraniens, parce qu'à un moment donné, il veut pouvoir dicter l'issue de cette guerre. Et cette nouvelle force opérationnelle, Iron Gate, bloque tous les corridors terrestres de l' Iran. C'est la nouveauté, maintenant. Donc, il ne s'agit plus seulement d'un blocus naval, mais aussi de bloquer tous les corridors terrestres, ainsi que la mer Caspienne, qui les relie aux Russes. Comment évaluez-vous cette nouvelle initiative ?

#Daniel Davis

Enfin, c'est tout simplement un fantasme. Écoutez, j'ai passé du temps à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, dans des montagnes très semblables à celles qui bordent aujourd'hui la plupart des frontières terrestres de l'Iran. Et à l'époque, nous avions — attendez, combien déjà ? — cent quarante mille soldats américains et de l'OTAN, en plus des quelque trois cent cinquante mille membres des forces de sécurité nationales présents en Afghanistan. Donc, on parle de près d'un demi-million de personnes en uniforme au total. Et nous n'avons jamais réussi à arrêter quoi que ce soit, rien que sur la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, sur cette seule portion-là, principalement dans la région du Kounar, au nord du pays. On n'arrivait à rien arrêter.

Et tout ça, malgré notre surveillance permanente, nos capacités de renseignement, nos satellites, nos drones, nos troupes sur le terrain, nos postes de contrôle, dont beaucoup que je suis allé observer lors de patrouilles. Et vous n'arriviez à rien arrêter. Et vous vous imaginez que, sans aucune troupe au sol en Iran ni sur aucune de ces frontières, vous allez demander à vingt types à Tampa, en Floride, de mettre en place, on ne sait comment, une sorte de cellule de coordination — je ne sais pas quoi — et que vous allez arrêter l'Iran ? Mais vous n'avez aucune force terrestre. Enfin, c'est vraiment se bercer d'illusions au plus haut point. Ça ne marcherait pas, même avec cent mille soldats. Même avec cinq cent mille soldats, on parle de six mille foutus miles de frontières et de toutes sortes de gens qui ne demanderaient qu'à le faire.

Il n'y a pas que neuf corridors. Je ne sais même pas de quoi ils parlent, là. On peut faire passer des choses tout le long de la frontière. Pas besoin d'une grande route ou d'un gros poste de contrôle. Il n' y a pratiquement aucune limite à ce qu'on peut y faire passer, comme l'ont prouvé les Afghans, surtout les talibans. Ils se rendaient dans beaucoup de ces endroits avec de simples mules pour transporter des choses de l'autre côté. On ne peut pas empêcher ça. Enfin, ça me rappelle — et en tant qu'historien, vous y pensez probablement déjà — ce qu'on a essayé de faire contre les Nord-Vietnamiens pendant la guerre du Vietnam. On essayait de bombarder la piste Hô Chi Minh.

Et nous avons déchargé des centaines de tonnes de munitions, de bombes et de missiles, et mené des frappes. Et nous avions des patrouilles, et tout le reste. Nous n'avons jamais rien bloqué. Ils ont toujours réussi à tout faire passer. Et les gens y arrivent quand ils sont motivés, comme le sont assurément les Iraniens. Quand on a un blocus assez efficace dans le golfe Persique, et dans le golfe d'Oman en particulier, on peut légitimement considérer que c'est un vrai problème, mais ce n'est qu'

une partie de l'équation. Et tout ce qu'on raconte d'autre sur l'opération Iron Gate, c'est de la pure fiction, Glenn. Ça n'a absolument aucune efficacité.

#Glenn

Comment est-ce que ce serait mis en œuvre, à votre avis ? Je suis d'accord, mais je pense que cela nous ramène à votre thèse sur cette arrogance qui perdure depuis mille neuf cent quatre-vingt-douze, cette idée qu'on peut avoir le dernier mot partout dans le monde. Si on est tout à fait rationnels, on regarde l'Iran. Ils ont quatre-vingt-douze ou quatre-vingt-treize millions d'habitants. Ils ont un immense territoire, une véritable forteresse, entourée de montagnes, d'étendues d'eau et de déserts, du moins sur son pourtour. Et puis, là encore, ils ont une excellente productivité industrielle. Ils ont de très bons drones et missiles. Je veux dire, si on est tous rationnels, on en arrive à la conclusion que, eh bien, on devrait probablement s'asseoir à la table des négociations avec eux, parce qu'il n'y aura pas de victoire. Il faut faire des concessions. Tout cela semble totalement exclu. Je veux dire, vous savez, admettre qu'on ne peut pas les battre. Je trouve ça assez fascinant. Mais comment Trump pourrait-il essayer de mettre cela en œuvre ? Parce qu'il ne peut pas se contenter de ce groupe de travail et de grandes déclarations. Il faut qu'il se passe quelque chose. Est-ce une escalade vers une guerre de plus grande ampleur ?

#Daniel Davis

Je n'en suis pas sûr, Glenn, parce que j'ai regardé les déclarations du président Trump hier soir, quand il en parlait, et il a dit que c'était maintenant en vigueur. Et on se demande : est-ce qu'il croit qu'il y a, d'une manière ou d'une autre, un blocus aux frontières terrestres de l'Iran en ce moment ? Parce que lorsque le commandement central a publié une carte dans un communiqué de presse, on y voyait ce tracé jaune qui longeait toutes les frontières terrestres de l'Iran, et un autre dans le golfe d'Oman. Et on peut se demander : est-ce que quelqu'un lui a dit que tout ça était désormais fermé ? Comme si on venait de le faire, parce qu'on est en mille neuf cent quatre-vingt-douze. Vous voyez ce que je veux dire ? Je n'en suis pas sûr. Mais le CENTCOM lui-même a beaucoup tardé à présenter un plan opérationnel expliquant comment il compte mettre ça en œuvre.

Certains disent que ça passe par la diplomatie, qu'on exerce des pressions économiques ou diplomatiques sur tous les pays de la région en leur demandant de ne pas faire certaines choses. Mais vous savez quoi ? Même si on obtenait un accord diplomatique complet et que tous les pays, y compris l'Irak, disaient : « D'accord, on va arrêter complètement toute circulation transfrontalière », il faudrait qu'ils mobilisent toutes leurs patrouilles frontalières et toutes leurs troupes stationnées aux frontières pour fermer tous ces grands points de passage, tout en étant capables de patrouiller aussi dans les autres secteurs. Qui va faire ça ? Qui en a les moyens ? Je parle de tous ces pays. Je crois qu'il y en a neuf ou dix, enfin, peu importe le nombre. Lequel de ces pays va déployer son armée pour faire plaisir à Donald Trump, en dépensant concrètement de l'argent, en mobilisant des moyens et en détournant ses ressources d'autres missions pour bloquer la circulation en provenance d'Iran ?

Ils ne le feront pas. Ils diront simplement : « D’accord, c’est illégal. » Et après ? Personne ne va s’ arrêter, parce que si les gens ne passent pas par le principal point de passage, ils iront huit ou seize kilomètres dans l’autre direction. Ils traverseront là-bas, et vous ne pourrez rien faire pour les en empêcher. Donc, concrètement, il n’y a aucun moyen de mettre ça en œuvre. Je pense que c’est juste pour faire croire à Trump qu’on est durs, qu’on est forts, qu’on peut agir… pour faire croire au public américain : « Ah oui, d’accord, maintenant, on a aussi un blocus terrestre », alors qu’aucun effort n’est fait. Ça ne correspond à aucune réalité. Mais ce n’est pas ça qui compte. Ce qui compte, c’est de faire croire aux gens que c’est réel, parce que ça leur fait gagner un peu de temps.

C'est la seule explication qui me vient à l'esprit, parce qu'il n'y a rien à gagner à long terme à tromper les Américains sur ce sujet. De toute évidence, vous ne pourrez pas le prouver, et ça ne changera rien. Personne n'ira peut-être dans les cols de montagne avec une caméra pour constater : « Oui, voilà le matériel qui passe », enfin, vous voyez. Donc personne ne peut le prouver. Mais ça ne changera rien. Alors, qu'est-ce que vous gagnez à tromper les Américains là-dessus ? Parce que ça ne mettra pas fin à la guerre. Ça ne poussera pas l'Iran à ouvrir le détroit d'Ormuz. Ça ne les fera pas renoncer à leur menace de nous attaquer si nous ripostons et reprenons la guerre, et cetera. Donc, c'est encore une façon de se bercer d'illusions, parce que je n'y vois aucun avantage.

#Glenn

C'est pourtant ce que vous disiez : cette démonstration de force semble être l'objectif principal, du moins dans sa dimension théâtrale. Mais dans quel but, au juste ? Parce que je vois deux hypothèses concurrentes. La première, c'est qu'on montre sa force pour ouvrir la voie à la diplomatie. Sur le plan intérieur, on n'est pas trop vulnérable si l'on donne l'impression d'engager des discussions diplomatiques en position de force, autrement dit, si ses adversaires sont prêts à faire des concessions. C'est une idée qu'on peut faire accepter aux Américains. Ou alors, est-ce qu'il prépare le terrain pour une guerre, autrement dit, pour un conflit de plus grande ampleur ? Parce que ça fait déjà un bon moment qu'il parle, vous savez, de cette défaite écrasante qu'il infligerait aux Iraniens après les élections de mi-mandat.

#Daniel Davis

Eh bien oui, c’est ce qu’il a dit. Ça devait se terminer juste après les élections de mi-mandat. Or, ces élections ont eu lieu il y a presque une semaine. Ce n’est toujours pas terminé. Aucune mesure n’a été prise. C’est donc, de toute évidence, encore un mensonge. Tout repose sur des mensonges, Glenn. Il n’y a pratiquement rien de vrai dans ce que dit le président Trump. Il n’y a pratiquement rien de vrai dans ce que dit le chef du commandement central, l’amiral Cooper, ni dans ce que dit Jack Keane. Rien de ce que disent tous ces gens n’est vrai, en réalité. Et donc, il n’y a aucune base pour mettre fin à cette guerre. Et vous évoquez ces théories concurrentes : « Eh bien, ça va simplement montrer notre force, donc ça nous aide dans les négociations. » Sauf que les Iraniens, eux, connaissent la vérité.

Ils ne sont pas dupes de tout ça. Ces conneries d'Iron Gate ne les trompent pas et ne les impressionnent absolument pas, parce qu'ils savent à quel point c'est absurde. Alors ils se moquent de nous. Ils en rient, littéralement. Abbas Araghchi, dans un message publié sur X hier soir, dit en gros : écoutez, mardi dernier, les urnes vous ont donné une leçon politique en vous montrant ce que pense le peuple américain. Maintenant, vous pouvez en tirer les leçons. Ou alors, si vous repartez en guerre, c'est l'enfer qui va s'abattre sur vous. Vous pouvez tout simplement en rester là et conclure un accord, ou mourir. L'enfer va s'abattre sur vous. Et je pense qu'ils sont très clairs. Vous voyez, contrairement à eux, nous n'avons rien de nouveau pour les menacer. Nous pouvons les frapper avec les mêmes moyens que la dernière fois.

Nous pouvons frapper les mêmes cibles et obtenir des résultats tout aussi inefficaces, parce que les installations qui comptent, bien sûr, sont sous terre, sous ces montagnes de granit, et cetera. Pas seulement Pickaxe, mais probablement trente ou cinquante autres, selon les rapports auxquels on veut bien croire. Mais au fond, quel que soit leur nombre, nous ne pouvons en atteindre aucune. Nous ne pouvons en neutraliser aucune. Nous ne ferions donc que prouver, une fois de plus, que nous ne pouvons pas les neutraliser. Mais du côté iranien, ils peuvent frapper des cibles qu'ils n'ont encore jamais visées, et ils ont déjà prouvé que nous ne pouvons pas contrer les technologies dont ils disposent actuellement. Alors, s'ils veulent s'en prendre à nos infrastructures énergétiques, s'ils veulent s'en prendre à nos entreprises, comme les centres de données ou d'autres centres bancaires, ce serait tout simplement catastrophique.

S'attaquer à ces câbles sous-marins. Vous savez, ils en parlent depuis un moment. Il y a toutes sortes de choses qu'ils ne faisaient pas avant et qu'ils peuvent faire maintenant. Et ils disposent d'un arsenal bien plus important qu'auparavant, avec des armes qui, de l'avis général, sont technologiquement plus performantes que celles que nous n'arrivions déjà pas à arrêter. Donc je pense que ce sont eux qui mènent le jeu, et qu'ils connaissent la réalité du terrain. Quand ils lancent ce qui ressemble à un ultimatum, comme celui d'Abbas Araghchi, je pense qu'ils sont prêts à passer à l'acte. Mais nous, en revanche, nous multiplions les menaces en l'air, qui ne reposent sur rien de concret. En ce moment, nous sommes donc dans cette période de ni guerre ni paix. Et chaque camp peut dire ce qu'il veut. Mais si l'on en vient à passer à l'action, nous découvrirons qu'un seul des deux camps tenait compte de la réalité.

#Glenn

Si les États-Unis n'entrent pas en guerre, ou s'ils entrent en guerre puis essaient d'y mettre fin, comment tout cela se termine-t-il, selon vous ? À quoi ressemblerait, de façon réaliste, une sortie de guerre pour les Américains face à l'Iran ?

#Daniel Davis

Eh bien, il y a ce qui pourrait être une porte de sortie réaliste, et il y a ce qui va presque certainement se passer si nous ne prenons pas cette porte de sortie, qui est à notre portée. Nous

pouvons choisir de partir dès maintenant. Nous pouvons choisir de dire : « Bon, la guerre est finie. On s'en va. Je vais faire semblant, pour me rassurer, comme je fais semblant de croire que l' opération Iron Gate est réelle. Je vais faire comme si j'avais gagné et vous dire tout simplement que j'ai gagné. Et on va récupérer nos navires. On va partir. On va ramener tous ces porte-avions chez nous. On va même retirer nos troupes du Moyen-Orient. Aucune raison de les laisser sur ces bases dévastées. On ne va pas les reconstruire, alors on va retirer tout le monde. Et puis on reviendra si jamais vous recommencez. Vous savez, si vous êtes méchants, on fera quelque chose, enfin bref. » On peut faire ça.

Et donc, ça va laisser à l'Iran le contrôle du détroit d'Ormuz. Aux yeux de pratiquement tout le monde, en dehors des États-Unis ou peut-être de certaines parties de l'Europe, nous aurons perdu. Le reste du monde comprendra que nous avons perdu. Nous nous raconterons des histoires pour croire le contraire, mais bon. Ce sera embarrassant pour nous. Ça portera un coup à notre crédibilité dans le monde, et cetera. Mais les dégâts seront limités, et le détroit commencera à rouvrir. Le trafic dans le détroit d'Ormuz commencera à reprendre. On commencera à réparer les installations endommagées. Ça prendra du temps. Il faudra du temps pour dénouer tout ça et remettre le système en marche, vu les dégâts subis par tant de navires. Je crois qu'on approche maintenant de la centaine de navires endommagés ou détruits par les deux camps depuis le début de cette affaire. Je parle des pétroliers. Donc, là aussi, la situation commencera à se débloquer. Tout ça, à condition qu'on fasse ce qui est raisonnable, c'est-à-dire qu'on opte pour le retrait.

Parce qu'on n'obtiendra pas de règlement négocié comme le protocole d'accord que nous avions accepté. On n'en obtiendra plus jamais un comme celui-là. C'était une occasion en argent. L'occasion en or, elle, s'est présentée le vingt-six février, avec Oman. Là, c'était vraiment de l'or : les Iraniens avaient accepté de négocier sur leur programme de missiles à longue portée, leur soutien aux groupes qui agissent pour leur compte et les conditions concernant le nucléaire. Ils avaient tout mis sur la table. Maintenant, ils ne le feront plus. Donc, cette occasion-là, on l'a perdue. Le protocole d' accord aurait donc été la meilleure solution de repli, parce qu'au moins, il disait : « Très bien, une fois que ces questions seront réglées, on entamera une discussion sur le nucléaire. » Donc, à ce moment-là, cette possibilité était encore sur la table.

Maintenant, avec ce plan de retrait, il n'y aura pas d'accord négocié, parce que les Iraniens ont dit, vu tout ce qui s'est passé jusqu'ici, qu'ils voulaient que cinq ou sept conditions, selon le responsable à qui vous posez la question, soient toutes remplies au préalable. Ensuite, on pourra entamer les négociations sur le programme nucléaire. Mais ça veut dire débloquer les avoirs gelés. Ça veut dire lever les sanctions. Ça veut dire arrêter la guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza, arrêter la guerre contre le Hezbollah au Liban et, en fait, arrêter la guerre sur tous les fronts. Tous, et avant même de négocier. Ce qu'Israël ne fera jamais. Donc, ça n'arrivera pas.

Nous n'allons pas payer de réparations. Ça n'arrivera pas. Pour le président Trump, lever les sanctions serait politiquement toxique sur le plan intérieur. Avec le plan de retrait pur et simple, il n' avait à se soucier de rien de tout ça. Il n'y aura donc pas d'accord négocié. Il y aura peut-être un

retrait pur et simple. Et si nous ne choisissons ni l'une ni l'autre de ces deux options, Glenn… Si Trump écoute des gens comme Jack Keane, qui, hier soir encore, a supplié le président Trump à la télévision nationale d'y retourner pour finir le travail et détruire l'Iran, ou du moins essayer, alors ce sera catastrophique. Et, au bout du compte, l'Iran contrôlera toujours le détroit d'Ormuz, mais cette fois après des dégâts bien plus considérables.

Et donc, là, on parle de cinq, sept, voire dix ans pour s'en remettre, une fois que tout ça sera terminé, quoi qu'on finisse par faire. Mais l'Iran contrôlera toujours le détroit d'Ormuz. Simplement, le prix à payer sera plus élevé. Et notre réputation en prendra un coup encore plus grave. Les coûts et les dégâts matériels que nous subirons seront bien plus importants, et nous aurons été chassés du Moyen-Orient, non pas par l'Iran, mais par les autres pays du Golfe, qui nous diront : « Vous êtes toxiques pour nous. Vous êtes un aimant à missiles. Nous ne voulons plus rien avoir à faire avec vous, parce que votre présence est destructrice pour nous. » Voilà donc les différents dénouements que j'envisage. Il n'y a aucun scénario dans lequel nous nous en sortons en bon état.

#Glenn

On a connu beaucoup d'échecs dans cette partie du monde au fil des ans, vous savez, de l' Afghanistan à l'Irak en passant par la Libye. Mais là, ça semble être d'une ampleur encore plus spectaculaire. À votre avis, à quoi pourrait ressembler le Moyen-Orient dans son ensemble quand tout ça sera terminé ? Vous y avez passé un certain temps comme lieutenant-colonel. Et, vous savez, le Yémen pourrait, du moins potentiellement, mettre les Saoudiens à genoux. L'Irak… eh bien, les États-Unis ont récemment quitté l'Irak. La Syrie paraît terriblement fragile. Vous savez, toute la stabilité du pays semble désormais dépendre de la capacité d'un ancien dirigeant d'Al-Qaïda à maintenir la cohésion de l'ensemble. Le Koweït, Bahreïn… ils semblent tous un peu fragiles. C'est quand même quelque chose. À votre avis, qu'est-ce qui pourrait se passer dans la région ? Parce que les fondations n'ont jamais été très solides, dès le départ. Beaucoup de ces pays sont essentiellement des monarchies familiales.

#Daniel Davis

Je dirais que les guerres au Liban, en Irak et en Afghanistan n'ont jamais eu de répercussions au-delà des frontières de ces pays. La guerre en Irak a traîné en longueur, avec des interruptions, pendant une vingtaine d'années, et celle en Afghanistan a duré une vingtaine d'années. Il y a eu du chaos, beaucoup de morts et de destructions dans chacun de ces pays. Mais ça n'a pas débordé. Ça n'a pas eu beaucoup de répercussions ailleurs. Le détroit d'Ormuz, c'est ce qui a vraiment changé la donne ici, parce que cette fois, quand nous avons frappé, cela a eu des conséquences économiques à l'échelle mondiale. Pas seulement dans notre pays, pas seulement en Europe, mais littéralement dans le monde entier.

Tout le monde a été touché par ça, par toutes ces choses dont on a parlé un tas de fois : le pétrole, le gaz, les produits dérivés, les engrais, tout ce genre de choses, le soufre. C'est ça, la différence ici.

Alors, les fois précédentes, on pouvait se débrouiller tant bien que mal, et on pouvait littéralement dire tout ce qu'on voulait, jusqu'au moment où on finissait par se dire : « Bon, vingt ans. C'est nul, j' imagine. On s'en va. » Et après, qui sait ? Il ne se passe rien. Voilà. Ça disparaît des gros titres, et c' est comme si rien ne s'était jamais passé. Cette fois-ci, en revanche, ça provoque déjà des problèmes ailleurs, qu'on n'avait pas prévus, pour une raison qui m'échappe.

Et maintenant, nous ne savons plus comment régler ça, parce que les mots ne fonctionnent plus. Nous sommes donc face à une défaite sur le terrain, une défaite stratégique, parce que nous allons devoir nous retirer, ou alors les Iraniens vont nous chasser. Ce sera donc l'un ou l'autre. Et quoi qu'il arrive, il y aura un prix à payer. Bien sûr, la voie de la moindre résistance — ou du moindre mal, ce serait peut-être plus juste — serait de mettre en œuvre une version du plan de retrait. Mais je ne sais pas, Glenn, si le président Trump a la capacité, la capacité intellectuelle et morale, de faire ce qui est raisonnable, parce que cela implique de reconnaître qu'on a perdu.

Vous n'avez pas besoin de le dire avec des mots, c'est une évidence. Et agir ainsi le fera apparaître au grand jour. Mais si vous ne voulez pas le révéler ou l'admettre, et que vous tentez cette autre option, les pertes seront bien plus lourdes. Et c'est bien le problème. Je ne sais pas si Trump en est capable, ni d'ailleurs si les autres pays occidentaux le sont. Je veux dire, on pourrait dire la même chose de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, de tout le soutien occidental à l'Ukraine. C'est du même ordre. Je ne sais pas si qui que ce soit est capable de faire ce qu'il faut. Donc, je pense que, sur ces deux fronts, tout finira par se régler sur le champ de bataille. Et nous allons perdre sur les deux.

#Glenn

Oui, j'allais dire, à propos de la guerre en Ukraine, que les Européens souffrent eux aussi un peu de cet effet « années quatre-vingt-dix ». C'est-à-dire que, dans les travaux universitaires, on qualifie souvent l'Union européenne de superpuissance réglementaire. C'était dans les années quatre-vingt-dix et deux mille. On appelait aussi ça « l'effet Bruxelles ». Parce que c'était une puissance économique tellement importante qu'elle exerçait, en quelque sorte, une attraction gravitationnelle. Même des pays extérieurs à l'Union européenne se mettaient donc à adopter ses normes, sa législation et sa réglementation. En gros, il lui suffisait de siéger au Parlement européen, d'adopter quelques textes et de dire : « Voilà, maintenant, c'est la loi. »

Et on voyait des pays au-delà des frontières de l'Union européenne commencer à s'adapter. Le défi, bien sûr, a toujours été de faire entrer la Russie dans cette orbite, pour qu'elle reste à l'extérieur tout en faisant ce qu'on lui disait, alors même qu'elle n'avait pas sa place à la table des négociations. Ça a toujours été un très, très, très gros problème, et c'est pour ça que l'architecture de sécurité européenne était, à mon avis, vouée à s'effondrer. Mais enfin, ce que je voulais dire, c'est que Kaja Kallas a déclaré aujourd'hui, le neuf novembre, que les Russes ne négociaient pas comme il faut. Qu' ils ne montraient pas de véritable volonté de parvenir à la paix. Encore une fois, dans le jargon européen, ça veut dire : « Ils ne rentrent pas dans le rang. »

Ils ne capitulent pas. Non, ils restent sur leurs positions parce qu'ils veulent toujours que la Russie verse des réparations. Ils veulent toujours que la Russie se retire, qu'elle capitule, en somme, qu'elle laisse l'Ukraine adhérer à l'OTAN et, vous savez, qu'on puisse déployer des missiles de l'OTAN tout le long de la frontière avec la Russie, s'il le faut. Enfin, c'est essentiellement ce qu'ils cherchent à obtenir. Mais vous, comment voyez-vous les choses ? Parce que c'est justement ce qui rend la situation si dangereuse : tout cela se déroule en parallèle de la guerre en Iran. Et là aussi, tout peut exploser à tout moment, semble-t-il, parce que la situation dans ce conflit est elle aussi terriblement instable.

#Daniel Davis

Et je crains de devoir vous quitter après cette question. Il ne me reste plus beaucoup de temps. Mais la dynamique que vous décrivez ici m'inquiète profondément, surtout les propos de Kaja Kallas, bien sûr, d'Ursula von der Leyen et de Friedrich Merz, que vous avez mentionné il y a une minute. Enfin, toute cette bande est, collectivement, aussi déconnectée de la réalité que le président Trump. Et elle se permet de dire une chose pareille, alors qu'il est tellement évident qu'on ne parle pas de Cuba ou du Venezuela, dont la puissance est très limitée.

Vous parlez d'un pays qui possède le plus grand nombre d'ogives nucléaires au monde, qui dispose, à l'intérieur de ses frontières, de toutes les ressources naturelles dont il pourrait avoir besoin, et qui peut résister à toutes ces sanctions économiques que vous lui avez imposées, tout en s'en sortant mieux que l'Union européenne tout entière. Alors, franchement, quel que soit le critère que vous voulez retenir, sans parler de l'histoire, de la culture, tout ce que vous pouvez imaginer joue en faveur de la Russie. Et pourtant, vous en parlez comme si c'était Cuba, au bord de l'effondrement à tout instant, ou, vous savez, comme s'il s'agissait d'enfants indisciplinés. Je ne sais pas, quelque chose comme ça. Mais c'est manifestement faux. Et bien sûr, ce que je trouve le plus scandaleux, c' est que c'est le peuple ukrainien qui paie la facture de cette absurdité du côté occidental.

Au nom de la démocratie, du soutien au peuple héroïque d'Ukraine et de tout le reste, nous les condamnons à mort parce que nous refusons de faciliter une issue diplomatique, qui a toujours été sur la table et qui l'est encore, miraculeusement. Nous aurions pu mettre fin à tout ça, arrêter les tueries, puis nous atteler à bâtir une véritable architecture de sécurité à l'échelle de l'Europe, où tout le monde pourrait vivre en paix, où il n'y aurait pas de guerre et où personne ne mourrait. Tout cela, nous avons, collectivement, en tant qu'Occident, le pouvoir de le réaliser. Et nous refusons de le faire parce que nous nous berçons de l'illusion que nous sommes encore en mille neuf cent quatre-vingt-douze, et que nous pouvons simplement dicter sa conduite à une Russie affaiblie, sans qu'elle puisse rien y faire.

Sauf que c'est tout simplement faux, et c'est une évidence. Ce que ça veut dire, c'est que la Russie ne va jamais se rendre et capituler alors qu'elle est en position de force. Donc, en agissant ainsi, vous ne faites que condamner davantage d'Ukrainiens à mourir. Et si ça va assez loin, vous

condamnez vos propres économies à s'effondrer, ou du moins à subir une grave récession. Et si ça va assez loin, vous pourriez même provoquer une guerre entre les deux camps, ce qui ne ferait que nous nuire davantage et nous éloigner encore plus de la paix. Donc, quel que soit l'angle sous lequel on regarde les choses, cette façon de penser complètement déconnectée de la réalité, qui touche tout l'Occident, est aussi grave en Europe qu'en Amérique.

#Glenn

Merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps. Nous aurions vraiment dû, dès les années quatre-vingt-dix, remettre en question le fait de ne pas avoir la Russie dans notre camp. Je pense que faire de la Russie un ennemi a été une erreur. Je pense que les historiens y verront la plus extraordinaire des façons de se nuire à soi-même. Quoi qu'il en soit, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps.

#Daniel Davis

Merci, Louis. C'est toujours un plaisir. Merci.